

---

# Conseil économique et social

Provisoire

7 janvier 2004

Français

Original: anglais

---

## Session de fond de 2002

Débat de haut niveau

### Compte rendu analytique provisoire de la 9e séance

Tenue au Siège, à New York, le mardi 2 juillet 2002, à 16 heures

*Président* : M. Rosenthal ..... (Guatemala)

## Sommaire

La mise en valeur des ressources humaines, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation, et sa contribution au développement (*suite*)

---

Les rectifications au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

02-46409 (F)



*En l'absence de M. Šimonović (Croatie), M. Rosenthal (Guatemala), Vice-Président, prend la Présidence.*

*La séance est ouverte à 16 h 15.*

**La mise en valeur des ressources humaines, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation, et sa contribution au développement** (suite) (E/2002/13, 46, 50 (chap. I) et 73; E/2002/L.9; E/2002/CRP.2)

1. **M. Borishade** (Nigéria) dit que l'éducation et la santé, indissociables et synergiques, sont indispensables au développement durable et que la mise en valeur des ressources humaines favorise l'amélioration des soins de santé, l'éducation pour tous, le renforcement des capacités, l'accès au logement, la sécurité alimentaire et l'élimination de la pauvreté. En conséquence, l'efficacité des programmes et projets de lutte contre la pauvreté dépend de la qualité des services d'éducation et de soins de santé.

2. En dépit des meilleures intentions du monde, l'indice de développement humain du Nigéria, tel qu'établi par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), est le 136e; ce classement, toutefois, ne rend compte ni des efforts déployés, ni de l'ampleur des défis à relever, et ne saurait restituer la réalité complexe du développement humain, qui est inévitablement liée à la situation intérieure. En fait, le Nigéria a pris des mesures audacieuses et novatrices pour réformer ses secteurs éducatif et sanitaire en ce qui concerne l'accès, la qualité et la pertinence. Il s'est fixé pour objectif de faire en sorte que chaque Nigérien sache lire, écrire et compter au cours des 10 années qui viennent et d'offrir une éducation de base aux enfants et aux adultes. Le taux de scolarisation a augmenté de 8 % au cours de la seule année écoulée et on espère que ce rythme d'accroissement sera maintenu. Naturellement, pareil développement de l'éducation de masse requiert des enseignants qualifiés et des infrastructures et des matériels didactiques suffisants.

3. Dans le secteur de la santé, ayant présents à l'esprit les besoins de la population la plus exposée – les enfants, les femmes et les personnes âgées –, le Gouvernement nigérien focalise son attention sur un programme amélioré de vaccination, le but étant de vacciner tous les enfants de moins de cinq ans contre les maladies de l'enfant. Des établissements de soins sont ouverts ou modernisés, le nombre d'agents sanitaires augmenté et le public est sensibilisé aux

questions liées à la santé. Un Comité national de lutte contre le sida a été créé et une contribution versée au Fonds mondial pour la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Il incombe à présent aux compagnies pharmaceutiques de fabriquer les versions génériques des médicaments antirétroviraux au Nigéria et dans les autres pays en développement.

4. Le Nigéria se félicite de la volonté collective de la communauté internationale, réaffirmée lors de la dernière réunion du G8, de contribuer de concert à la mise en valeur des ressources humaines, qui est le premier pas à accomplir sur la voie du développement général et si l'on veut permettre aux pays en développement d'écarter les autres formidables obstacles qui leur barrent encore la route. Les dirigeants africains ont manifestement la volonté politique de libérer leur population des chaînes de la pauvreté, de la maladie et de l'ignorance et ils comptent sur une action internationale concertée au moment où ils conçoivent les meilleures pratiques. Agissant en tant que catalyseur, l'Organisation des Nations Unies devrait élargir son rôle consultatif et d'encadrement en donnant une impulsion au processus.

5. **Mme Ndong-Jatta** (Observatrice de la Gambie) dit qu'en l'absence d'une solide base de ressources humaines, le développement ne saurait prendre racine dans aucun pays. Il existe une corrélation entre les taux élevés de développement humain et les taux élevés de croissance économique et de développement socioéconomique, et l'inverse, qui est malheureusement le lot de la plus grande partie du monde en développement, est également vrai. Sans les ressources humaines nécessaires pour élever le niveau d'instruction au plan national et protéger la population contre une situation sanitaire débilitante, les pays ne pourront pas réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement.

6. Les pays en développement sont tributaires de l'appui de leurs partenaires pour le développement au sein de la communauté internationale. Ensemble, les faibles et les forts doivent rechercher des moyens novateurs et efficaces de faire reculer l'analphabétisme à travers le monde et à accroître le niveau des connaissances et des compétences parmi les personnes démunies, afin de relever les niveaux de productivité et de permettre aux forces d'autoréalisation et de développement de donner leur pleine mesure.

7. Récemment, les partenariats appréciés pour la mise en valeur des ressources humaines ont pris la forme de conseils sur la politique à mener assortis de véritables conditionnalités qui ont souvent un caractère très destructeur pour les pays bénéficiaires considérés. Les pays africains, par exemple, n'ont eu d'autre choix, en se faisant violence, que de réaffecter des ressources allouées à l'enseignement supérieur vers l'enseignement primaire et l'éducation de base exclusivement, ce qui a entraîné le démantèlement de leurs systèmes d'enseignement supérieur. Les idées de partenaires de bonne volonté sur la pertinence et l'efficacité de l'éducation à offrir se sont souvent, elles aussi, révélées néfastes. Les responsables des politiques des pays en développement sont peut-être pauvres, mais ils ne sont pas dépourvus d'intelligence, et l'aide à apporter dans le domaine des ressources humaines doit s'appuyer sur les connaissances et les aspirations collectives de la population visée et des responsables qu'elle s'est choisis. Telle est l'optique qui devrait présider à la mise en place des nouveaux partenariats.

8. La santé est le second pilier de la mise en valeur des ressources humaines, mais d'un bout à l'autre du continent africain, les services de santé sont insuffisants, inégalement répartis et trop onéreux pour l'Africain moyen, et la pénurie d'agents sanitaires qualifiés est un obstacle de plus. Malheureusement, les programmes de formation médicale onéreux que beaucoup de pays africains se sont employés à mettre en place se sont souvent soldés par la perte de personnel qualifié dans le cadre de l'exode des compétences, les intéressés ne trouvant pas dans leur propre pays de conditions de travail suffisamment alléchantes. Étant donné que la plupart des Africains n'ont pas accès à des services et établissements de santé modernes, il serait plus réaliste pour les partenaires pour la mise en valeur des ressources humaines de renforcer et de reproduire les systèmes de santé traditionnels qui fournissent des services de santé maternelle, de soins aux enfants et de nombreux services curatifs, en particulier en milieu rural.

9. **M. Rumpf** (Observateur de la Namibie) dit qu'il est temps de passer des importants engagements pris lors des grandes conférences internationales de ces deux dernières années à leur exécution. Depuis qu'elle a accédé à l'indépendance en 1990, la Namibie consacre toujours plus de 40 % de son budget annuel à l'éducation et à la santé. Elle a fait des progrès

considérables dans les deux secteurs, mais reste confrontée à maints problèmes communs aux deux. Au premier rang de ces problèmes, on trouve l'énormité de l'impact du VIH/sida et la nécessité de réaffecter des fonds d'autres programmes nationaux pour combattre la maladie. En ce qui concerne l'éducation, l'impact peut se mesurer au nombre d'enseignants perdus, à l'absentéisme des éducateurs et à la foule des enfants rendus orphelins. Le VIH/sida non seulement paralyse la mise en valeur des ressources humaines, mais, dans la plupart des cas, annule les progrès antérieurement réalisés.

10. Le Gouvernement namibien renouvelle son engagement d'affecter 15 % du budget national à la santé, de même qu'il réaffirme le principe selon lequel l'État a la responsabilité principale de fournir une éducation de base et des soins de santé primaires à tous. Néanmoins, l'aide de la communauté internationale est durablement nécessaire, s'agissant en particulier de la fourniture de médicaments antirétroviraux gratuits pour lutter contre la pandémie de VIH/sida. Le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) devrait être encouragé et appuyé à l'occasion de la naissance prochaine de l'Union africaine appelée à succéder à l'Organisation de l'unité africaine, ce qui devrait entraîner à l'avenir des conséquences importantes pour le développement social, économique et politique du continent. À l'occasion du Nouveau Partenariat, on a annoncé fort peu de choses s'agissant de la lutte contre le VIH/sida; or, c'est un sujet dont il faudra bien parler face à la décimation des ressources humaines et à la diminution de la compétitivité économique des pays en proie à la pandémie. Il existe un autre problème majeur en rapport avec la santé et l'éducation, c'est l'exode des professionnels qualifiés, incités à accepter des emplois mieux rémunérés dans le secteur privé, voire dans les pays développés.

11. Depuis qu'elle a accédé à l'indépendance, la Namibie absorbe l'aide des donateurs de façon transparente et efficace et les programmes mis en place grâce à cette aide ont enregistré un taux de réussite très élevé. Le Gouvernement namibien a achevé de formuler ses documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté et élaboré un plan d'action pour les appliquer. Il est donc prêt à bénéficier du financement international.

12. **Mme Andersson** (Suède) dit que les progrès réalisés dans les domaines de l'éducation et de la santé

sont les moyens les plus efficaces d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et l'objectif général consistant à réduire de moitié la pauvreté d'ici 2015. Ces buts ambitieux requièrent un cadre de collaboration. Le Consensus de Monterrey a fixé le cadre du financement du développement; il incombe désormais à tous de passer à l'action. Le Gouvernement suédois soutient sans réserve le lancement d'une stratégie de suivi des objectifs du Millénaire pour le développement.

13. La quasi-totalité des objectifs sont étroitement liés à la santé et à l'éducation. L'éducation des filles est cruciale, car des femmes instruites permettent d'avoir des familles instruites et en bonne santé. La Suède est fermement décidée à voir appliquer le Programme d'action du Caire et celui de Beijing. L'éducation et la santé pour tous ne seront possibles que si un engagement est pris au niveau national. La formulation de stratégies nationales de lutte contre la pauvreté est un progrès encourageant, car ces stratégies permettent aux pays concernés de prendre en mains leur propre destin.

14. Il est indispensable que le système des Nations Unies aide à faire prendre conscience du lien existant entre la santé et l'éducation, d'une part, et la réalisation des différents objectifs du Millénaire pour le développement, d'autre part. Les donateurs, par l'intermédiaire de leurs programmes de coopération pour le développement, doivent apporter les ressources supplémentaires nécessaires à l'amélioration des services de santé et d'éducation. La Suède leur donne assurément un rang de priorité élevé. Mais pour être durables, les politiques ont besoin d'un financement national, arrimé principalement à l'imposition de la croissance économique.

15. Les pays en développement et leur population ont besoin d'une bonne éducation de base, mais aussi d'un accès aux connaissances et technologies les plus avancées afin de mieux assurer leurs progrès et leur prospérité et de trouver des solutions à leurs problèmes particuliers. La prospérité des pays développés comme celle des pays en développement dépendent de l'environnement mondial, et les préoccupations communes – à commencer par la santé et l'éducation pour tous – doivent être abordées d'une manière responsable et innovante.

16. **M. Sun Joun-yung** (République de Corée) dit que, s'agissant de réaliser les ambitieux objectifs énoncés

dans la Déclaration du Millénaire, les dépenses du secteur social doivent être considérées comme un investissement direct dans la croissance économique. Le développement repose sur la constitution d'une main-d'oeuvre stable par l'amélioration de la santé et il importe de procéder à un investissement massif dans le secteur de la santé afin de faire évoluer la situation des plus démunis et des plus vulnérables.

17. L'éducation est le meilleur agent de la mise en valeur des ressources humaines, comme l'atteste l'engagement pris en faveur de l'enseignement primaire pour tous. Il faut éliminer le déséquilibre entre les sexes au niveau de l'accès à l'éducation; l'amélioration du niveau d'instruction des mères fait diminuer les taux de mortalité, de morbidité et de malnutrition parmi leurs enfants. Il convient d'exploiter la synergie existant entre la santé et l'éducation, notamment dans le cadre du Programme d'alimentation dans les écoles du Programme alimentaire mondial, qui fait le lien entre les objectifs des deux secteurs en améliorant la santé des enfants par le biais d'une alimentation nourrissante et en pourvoyant à leur avenir par le biais de l'éducation. De plus, l'éducation en tant que « vaccin » contre le VIH/sida exploite la diffusion de la connaissance comme moyen de se prémunir contre l'infection.

18. L'expérience de la République de Corée montre que les technologies de l'information et de la communication peuvent être un outil puissant et rentable au service de la promotion de la croissance économique par le biais de la mise en valeur des ressources humaines. Toutefois, le savoir-faire très évolué et les équipements coûteux qui sont associés à ces technologies rendent difficile leur mise en oeuvre dans les pays en développement. Compte tenu de ces contraintes, les pays développés disposant d'infrastructures et de bases de connaissances importantes devraient trouver des modalités innovantes de fournir une aide et une formation technologiques aux pays en développement.

19. Comme l'ont souligné la Déclaration du Millénaire et le Consensus de Monterrey, les pays développés et les pays en développement doivent forger un nouveau partenariat à responsabilité partagée. En outre, il faut promouvoir la coopération Sud-Sud de façon que les pays en développement puissent tirer parti d'un échange d'idées et de données d'expérience qui les aident à surmonter des obstacles auxquels ils sont tous confrontés.

20. La bonne exécution des programmes de santé et d'éducation requiert un contrôle régulier et fiable de leur efficacité, leur permettant de s'adapter aux progrès de la mondialisation et des techniques. De plus, ces programmes doivent être élaborés d'une façon conforme à la culture, aux besoins et aux ressources du pays considéré. Enfin, la coopération et la coordination de l'action de tous les participants – organismes internationaux, gouvernements et la société civile – sont nécessaires pour tirer le meilleur parti de ressources limitées.

21. **M. Aboul Gheit** (Égypte) dit que sa délégation estime elle aussi que le thème du débat de haut niveau revêt une grande importance, dans la mesure où le lien existant entre le développement et la santé est un aspect incontournable du développement humain au niveau international en général et au niveau des pays en développement en particulier. La communauté internationale a adopté une nouvelle approche impliquant une conception globale du développement, envisagé sous toutes ses dimensions.

22. Étant donné la complémentarité de l'éducation et de la santé, il est vain d'ouvrir des établissements d'enseignement sans prévoir de soins de santé pour les élèves et il ne sert à rien de fournir des services de santé sans donner aux parents les moyens de lire les recommandations destinées à les informer des normes sanitaires à respecter à leur domicile et dans la société. Ce thème est rendu d'autant plus important que les niveaux de développement social se dégradent. Beaucoup de pays en développement et de pays parmi les moins avancés enregistrent une baisse des niveaux d'instruction et une augmentation des taux de mortalité postinfantile et de pauvreté.

23. L'Afrique est touchée chaque année par une baisse des taux de développement, ce pour beaucoup de raisons, au premier rang desquelles les énormes pertes en vies humaines et la nécessité d'affecter plus de ressources précaires aux services de santé afin de faire barrage à l'assaut des maladies. Tous ces efforts ne permettent pas de faire face au taux élevé de maladies contagieuses, à commencer par le sida. Il est curieux qu'alors que les pays les moins avancés ne peuvent pas consacrer plus de 15 dollars par habitant aux dépenses annuelles de santé, le chiffre correspondant pour les pays développés dépasse 2 000 dollars. On est convenu, d'un autre côté, que la fourniture des services de santé de base ne coûterait pas plus de 30 à 40 dollars par habitant et par an. D'où la nécessité d'un

effort collectif international pour combler l'écart entre ce dont l'économie des pays en développement a besoin pour assurer les services de santé de base et ce dont ces pays disposent actuellement. Alors que le produit national brut des pays développés atteint le chiffre annuel de 25 billions de dollars, entre 1 et 2 milliards de personnes vivent toujours dans la misère noire à travers le monde. Si la volonté existe véritablement de réaliser intégralement les objectifs internationaux en matière de développement, il y a lieu de doubler au moins l'aide publique au développement.

24. Pour relever la qualité des services de santé dans le monde, les pays développés doivent affecter chaque année 25 milliards de dollars à l'aide au développement dans le seul secteur de la santé, ce qui représente 1 cent pour 10 dollars du produit national brut des pays développés. Il faut également fournir 15 milliards de dollars pour développer l'enseignement primaire, sans parler de l'enseignement secondaire, dont l'importance croît tous les jours : il est devenu le niveau minimal internationalement accepté sur le marché de l'emploi.

25. **M. Wang Yingfan** (Chine) dit que l'approche fondée sur la mise en valeur des ressources humaines exige un nouveau concept du développement. À une époque marquée par la mondialisation et une évolution rapide des technologies de l'information et de la communication, le développement devrait être centré sur les individus et leur donner les moyens, par le biais de l'éducation et du renforcement des capacités, de s'adapter à la mondialisation.

26. Il importe également de mettre en place un système de soins de santé pour tous afin de briser le cercle vicieux selon lequel la pauvreté fragilise la santé, ce qui à son tour aggrave la pauvreté. De plus, la promotion de la mise en valeur des ressources humaines doit faire une place à la formation permanente et à une société axée sur l'éducation, notamment l'éducation de base et la formation professionnelle, et tirant au mieux parti des technologies de l'information et de la communication.

27. Par ailleurs, la mise en valeur des ressources humaines passe par un renforcement de la coopération internationale. La communauté internationale doit mettre en place un mécanisme de coopération fondé sur l'avantage mutuel et la réciprocité. Les pays développés doivent fournir aux pays en développement une aide financière, matérielle et technologique pour

contribuer à combler l'écart entre le Nord et le Sud, et doivent prendre des dispositions pour réduire la « fracture numérique » en partageant les technologies et savoir-faire de l'information et de la communication.

28. Le Gouvernement chinois garantit la prospérité par la science et l'éducation, et considère la mise en valeur des ressources humaines comme un important moyen de parvenir à une croissance économique soutenue et à un développement social durable. Il est prêt à renforcer les échanges et la coopération avec les autres pays.

29. **M. Siv** (États-Unis d'Amérique) dit que la capacité d'un pays d'élargir les perspectives économiques et de contribuer à l'économie mondiale repose sur la santé, l'éducation et la formation de ses habitants. Une population en bonne santé et instruite est la pierre d'angle de la démocratie et de l'État de droit. Le Gouvernement des États-Unis entend donc coopérer avec la communauté internationale pour réduire la fracture séparant les pays qui vont de l'avant et les autres.

30. Il est essentiel pour les pays pauvres eux-mêmes d'affecter des crédits budgétaires suffisants à l'éducation. Ensuite, il faut contrôler l'utilisation de ces crédits pour s'assurer qu'ils débouchent bien sur des résultats d'apprentissage positifs. Lorsque c'est le cas, la Banque mondiale doit être prête à augmenter sensiblement le niveau de son financement. Son projet d'« accélération » de l'achèvement des études primaires pour tous dans une dizaine de pays est un premier pas encourageant. Pour sa part, le Gouvernement des États-Unis a récemment doublé le montant de son financement en faveur de l'Initiative pour l'Afrique en matière d'éducation lancée en juillet 2001, qui vise à assurer la formation des maîtres, octroyer des bourses d'études aux filles, fournir des manuels et élaborer des programmes destinés à renforcer le rôle des parents dans l'éducation de leurs enfants. L'éducation peut transformer une société, en particulier lorsque les filles et les femmes y ont pleinement accès.

31. Le VIH/sida représente un obstacle monumental au développement de l'Afrique. Les États-Unis prévoient de consacrer 500 millions de dollars supplémentaires à la prévention de la transmission materno-foetale du VIH dans 12 pays d'Afrique et des Caraïbes, en sus des fonds qu'ils versent en faveur de l'action internationale de lutte contre le VIH/sida et de la recherche-

développement de nouveaux médicaments et traitements.

32. On vient de présenter certaines des principales initiatives de politique générale sur lesquelles le Président Bush a fondé l'appel qu'il a lancé en faveur d'un nouvel accord de développement mondial. Ces actions doivent toutefois être entreprises de concert et doivent être assorties de nouvelles obligations à assumer tant par les pays riches que les pays pauvres. Des politiques intérieures rationnelles, une bonne gouvernance et la prééminence du droit sont indispensables au développement, car elles créent les conditions nécessaires pour pérenniser la croissance économique et l'investissement. Tous les indices de prospérité sociale, de progrès économique et de santé démocratique s'amélioreront considérablement lorsque les gouvernements des pays du monde assumeront la responsabilité de la santé et de l'éducation des jeunes.

33. **M. Chowdhury** (Observateur du Bangladesh) dit que la croissance du capital humain par le biais de stratégies englobantes en matière d'éducation et de santé est le seul moyen de rompre le cycle de la pauvreté. L'objectif consistant à avoir réduit de moitié la pauvreté en 2015 est ambitieux, mais peut être atteint. Il requerra une action concertée sous la forme d'un partenariat entre pays développés et pays en développement, gouvernement et société civile, riches et pauvres. Si l'on veut avoir atteint en 2015 les objectifs du Millénaire pour le développement, il faudra réunir 9 milliards de dollars par an au titre de l'éducation et 20 à 25 milliards de dollars au titre de la santé. Il va sans dire que les pays en développement eux-mêmes ne sont pas en mesure de générer pareil niveau de ressources; l'aide extérieure sera donc indispensable.

34. La communauté internationale doit ménager le cadre adapté à la mise en valeur des ressources humaines, mais il convient de garantir la maîtrise et la gestion nationales du processus lui-même. À cet égard, le Bangladesh est fier de ses indicateurs sociaux sans équivalents dans la région. Il est passé de l'état de pays à déficit vivrier à un pays produisant assez pour nourrir 130 millions d'habitants, et a su, grâce à un train soigneusement dosé de mesures macroéconomiques, s'attaquer au problème de la pauvreté. Il a élargi l'accès des femmes au crédit, à l'éducation et à l'emploi. Il a à son actif bon nombre de réalisations dignes d'éloges en ce qui concerne la scolarisation, l'éducation non scolaire, l'alphabétisation des adultes,

l'achèvement des études primaires et l'instruction des filles. Il a également enregistré des progrès remarquables pour ce qui est de faire baisser les taux de fécondité et de mortalité.

35. Le Bangladesh a mis ses ressources intellectuelles propres au service du développement. Des idées d'origine nationale telles que le microcrédit et l'éducation non scolaire, en particulier pour les filles, transforment de fond en comble la société, notamment en renforçant les moyens d'action des femmes et en intégrant une démarche fondée sur les rapports sociaux de sexe. La découverte au Centre de recherche sur le choléra de Dhaka de la thérapeutique de réhydratation orale, qui a sauvé la vie à 40 millions d'enfants, a été considérée comme l'une des plus grandes découvertes scientifiques du XXe siècle. Le développement n'est possible que dans le cadre d'une matrice faite de pluralisme, de libéralisme, de démocratie, de bonne gouvernance, de prééminence du droit et de droits fondamentaux, où une société civile active forge un partenariat avec un gouvernement représentatif.

36. Le Bangladesh est déterminé à offrir à sa population une meilleure qualité de vie et est convaincu que c'est une responsabilité qui doit être assumée essentiellement au plan national. Mais le manque de ressources ne lui permet pas d'atteindre ce but. Conformément à la notion de partenariat, la communauté internationale a pris une série d'engagements, qu'il s'agit à présent d'honorer. Il ne faut pas qu'elle fonde son action sur les bienfaits à court terme pour quelques-uns, surtout lorsqu'il s'agit de mettre ces bienfaits à la disposition de tous à long terme.

37. **M. Jalang'o** (Observateur du Kenya) dit que les résultats du Sommet du Millénaire et des sessions extraordinaires que l'Assemblée générale a consacrées au VIH/sida et aux enfants montrent bien l'importance de la place que tiennent la santé et l'éducation dans le développement. La mise en oeuvre des ressources humaines est fondamentale par le rôle qu'elle joue dans l'élimination de la pauvreté et la croissance économique par le biais d'une amélioration de l'état sanitaire, du niveau d'instruction et du renforcement des capacités. Toutefois, pour que cette mise en valeur des ressources humaines soit durable, il faut aussi progresser dans des domaines clefs tels que l'approvisionnement en eau salubre, le logement, les infrastructures, la défense de l'environnement, la stabilité, la paix et la sécurité.

38. Les immenses progrès que le Kenya a accomplis dans les domaines de l'éducation et de la santé pendant les 30 années qui ont suivi son accession à l'indépendance ont été remis en cause par l'impact des réductions du financement public liées aux programmes d'ajustement structurel et à la pandémie de VIH/sida. La quasi-totalité des aspects du développement ont subi le contrecoup du VIH/sida et la productivité a reculé alors que les services sociaux étaient sollicités à l'excès. Pour conjurer cette tendance, le gouvernement a mis l'accent sur l'accès économiquement abordable et équitable à l'instruction à tous les niveaux pour les filles aussi bien que les garçons. En collaboration avec les partenaires pour le développement, il renforce les programmes d'alimentation scolaire dans des zones prioritaires pour améliorer la fréquentation scolaire et réduire les taux d'abandon scolaire. Par ailleurs, le gouvernement a formulé une politique de développement du jeune enfant à l'intention des enfants de 0 à 6 ans. Dans le but d'améliorer la qualité et l'accessibilité des soins de santé et d'en abaisser le coût, il transfère aux services préventifs et aux soins de santé en milieu rural des ressources initialement affectées aux services curatifs.

39. Il incombe aux pays de pourvoir à leur propre développement conformément aux priorités nationales, mais l'apport des donateurs bilatéraux et multilatéraux est nécessaire pour compléter les ressources nationales. Il importe de coordonner cet apport extérieur pour en garantir l'efficacité, en utilisant des mécanismes locaux tels que le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et les stratégies nationales de réduction de la pauvreté. Par ailleurs, aucun effort ne doit être épargné pour éliminer les conditionnalités qui continuent d'imposer un fardeau trop lourd pour les capacités limitées des pays en développement.

40. La dette extérieure limite toujours la capacité de nombreux pays en développement d'investir dans la santé et l'éducation. Certains de ces pays consacrent plus de 30 % de leur produit national brut au service de la dette, situation proprement intenable. Elle limite leur capacité de fournir des soins de santé primaires et des services éducatifs, notamment. De plus, leur capacité d'éliminer la pauvreté et de réaliser le développement durable a été affectée par la baisse du niveau de l'aide publique au développement et des investissements étrangers directs. Toutefois, dans l'esprit de la Déclaration ministérielle de Doha et du Consensus de Monterrey, la communauté internationale peut atteindre

les objectifs fixés lors du Sommet historique du Millénaire.

41. **M. Rivera** (Pérou) dit que, au cours de la décennie écoulée, on a entrepris de mettre en valeur les ressources humaines dans le cadre d'un modèle mondial de développement qui privilégiait les aspects économiques par rapport aux questions sociales et le mouvement des capitaux, en particulier le capital-risque, par rapport à la mise en valeur des ressources humaines. Il s'en est suivi une série de crises et de remises à flot à coups de milliards de dollars qui allaient à l'encontre des principes de l'économie libérale et visaient non à promouvoir les ressources humaines, mais à aider les investisseurs. La mise en valeur des ressources humaines s'est d'ailleurs ressentie des ajustements ainsi exigés. Ce modèle mondial a également cherché à imposer à la société des pays pauvres les modes de production et de consommation des pays riches, fondés sur l'exploitation de combustibles fossiles très polluants. Le résultat est que la quasi-totalité des pays dit en développement ne sont en fait pas développés et demeurent confinés dans des activités à faible coefficient de technologie et l'exportation de matières premières.

42. Le nouveau phénomène des mégavilles grouillant de pauvres gens entraînera l'instabilité politique et constituera un immense défi pour le XXI<sup>e</sup> siècle. Il faudrait accorder davantage d'attention à l'investissement social, s'agissant en particulier de l'éducation et de la santé en milieu urbain, et privilégier les infrastructures, non le capital-risque, et l'investissement productif, non les opérations de sauvetage financier.

43. L'augmentation du nombre des pauvres dans les villes est plus grave que le phénomène de la pauvreté rurale, car dans les villes, la pauvreté et la richesse se côtoient. L'économie ne peut pas fournir de réponse car elle n'est pas une science exacte et, en tout état de cause, le modèle économique actuel est un fiasco. La communauté internationale doit investir dans les individus de façon qu'ils puissent devenir des citoyens libres et productifs vivant dans une société démocratique. L'investissement social dans la mise en valeur des ressources humaines doit créer une société qui soit une véritable économie de marché, non une simple zone d'attente pour les pauvres, les chômeurs et les sans-abri.

44. Il faut donc faire une place plus importante à l'éducation et à la santé. Le monde des affaires doit bien spécifier ses besoins au secteur éducatif, de façon que les diplômés aient les compétences requises par le marché. En ce qui concerne la santé, il faut s'attaquer au problème de la pénurie d'eau : en 2025, les deux tiers de la population mondiale pourraient ne pas avoir suffisamment d'eau.

45. La sécurité des disponibilités alimentaires est également indispensable pour garantir un état sanitaire satisfaisant. Or, selon la Banque mondiale, il y a près de 80 pays en développement dans lesquels la production alimentaire n'a pas suivi l'accroissement de la population urbaine. Les subventions agricoles pratiquées dans les pays riches empêchent les producteurs des pays pauvres d'être compétitifs, les rejetant dans la pauvreté et les forçant à migrer vers les villes pour venir grossir les rangs des chômeurs. Comme indiqué dans la Déclaration ministérielle de Doha, ces subventions doivent être réduites une fois pour toutes et un traitement préférentiel doit être accordé aux pays qui sont des importateurs nets de produits alimentaires, afin qu'ils puissent garantir la sécurité alimentaire et le développement rural.

46. Le Gouvernement péruvien a unilatéralement réduit les dépenses militaires afin de consacrer davantage de ressources à la santé et à l'éducation. À la suite de cette initiative, les États membres de la Communauté andine ont récemment signé la Charte andine pour la paix et la sécurité dont le propos est d'engager un processus crédible et vérifiable de limitation des armements classiques au niveau sous-régional, ce qui permettra d'affecter des ressources accrues au développement social.

47. L'intervenant réaffirme la nécessité d'abandonner la théorie économique pour revenir au développement centré sur l'homme, de sorte que les pays en développement puissent mettre en place une véritable économie de marché, et rappelle que près de 4,8 milliards de personnes vivant dans ces pays disposent de moins de 4 dollars par jour. Avec un niveau de revenu aussi bas, il ne saurait exister de véritable marché mondial, et sans marché mondial, il sera difficile de sortir de la stagnation qui frappe actuellement tous les pays.

48. **M. Akram** (Pakistan) rappelle que les êtres humains sont à la fois les bénéficiaires et les agents du développement. L'éducation et la santé étant deux



secteurs essentiels pour le développement humain, il demande que la dette des pays en développement soit allégée pour qu'ils puissent affecter des crédits budgétaires plus importants à la santé et à l'éducation.

49. Dans le secteur de la santé, le manque de ressources et de capacités est aggravé par l'insuffisance de la recherche consacrée aux maladies qui frappent depuis toujours la population des pays en développement car il ne s'agit pas là d'un marché potentiellement lucratif. Qui plus est, les règlements internationaux et les pratiques des sociétés pharmaceutiques empêchent les pays pauvres de mettre à la disposition de leur population des médicaments bon marché. L'intervenant salue donc la Déclaration concernant l'Accord sur les ADPIC et la santé publique faite lors de la récente Conférence de Doha et appuie les efforts que déploie l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour promouvoir l'accès de tous les pays, en particulier les pays en développement, aux médicaments essentiels. L'Accord sur les ADPIC actuel et les restrictions imposées à l'accessibilité et au transfert de technologies font obstacle aux efforts que déploient les pays en développement pour promouvoir le développement des secteurs de la santé et de l'éducation. Dans le secteur de l'éducation, en particulier, des investissements modestes peuvent donner des résultats importants; l'intervenant demande qu'une aide soit accordée immédiatement aux 18 pays, parmi lesquels le Pakistan, dont la Banque mondiale a déterminé qu'ils sont en mesure d'utiliser à bon escient l'aide internationale.

50. Le Gouvernement pakistanais a fait de la mise en valeur des ressources humaines la pierre angulaire de ses politiques de développement. Dans le domaine de la gouvernance, il favorise la démocratie locale et la participation du public, la subsidiarité et l'intégration d'une démarche fondée sur les rapports sociaux de sexe. Les actions axées sur l'élimination de la pauvreté se poursuivent en milieu rural et l'on s'efforce d'améliorer les perspectives d'emploi pour les citoyens instruits ou non; à cet égard, on a lancé un programme massif de formation aux technologies de l'information. Dans le secteur de l'éducation, une stratégie à trois volets est axée sur l'alphabétisation et l'enseignement primaire pour tous; l'amélioration de l'enseignement supérieur, des qualifications des enseignants, des programmes et du système d'examens, et l'institution d'un enseignement technique et professionnel par spécialité aux niveaux des districts et des sous-

districts, une attention particulière étant accordée à l'éducation des filles. On encourage également la collaboration des secteurs public et privé en vue d'améliorer l'enseignement.

51. Dans le secteur de la santé, des dispositions ont été prises pour sensibiliser la population aux maladies infectieuses telles que le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme; des programmes de santé rurale ont été organisés, la vaccination des enfants est devenue obligatoire et les agents sanitaires sont mieux formés que naguère. Le rapport docteur-patients, en particulier en milieu rural, s'est amélioré et on surveille de près le prix des médicaments.

52. Le Gouvernement pakistanais collabore avec les organisations et autres partenaires internationaux en vue de jeter les bases d'une relance et d'une croissance économiques et sociales. Toutefois, en dépit des efforts déployés au niveau international pour centrer le développement sur les individus, la pauvreté et le sous-développement se sont aggravés. Lors de la session du Conseil consacrée au développement de l'Afrique, en 2001, le Président de la Banque mondiale a indiqué qu'un large consensus s'était dégagé sur ce qu'il fallait faire, notamment améliorer la gouvernance et le règlement des conflits, investir dans la population, renforcer la compétitivité et diversifier l'économie dans un cadre marqué par la mondialisation, augmenter le financement du développement et redéfinir les relations entre bénéficiaires et donateurs en mettant en exergue la maîtrise et l'esprit d'initiative africains. De l'avis de l'intervenant, il convient d'ajouter trois éléments : la mise en place d'un système commercial international équitable et ouvert qui prenne en considération les priorités des pays en développement, notamment un accès sans entrave aux marchés et une stabilisation des prix des produits de base; la mise en place d'un système financier international équitable et stable; et une bonne gouvernance mondiale à la faveur de laquelle les décisions économiques et financières internationales seraient prises d'une manière cohérente et responsable dans le respect intégral des droits de tous.

53. **M. Sharma** (Népal) rappelle à quel point la mise en valeur des ressources humaines est importante pour les États. Malheureusement, la pauvreté, l'analphabétisme, la maladie, la faim et le manque de ressources restent le lot de plus grande partie de la population mondiale. La mission de la communauté internationale consiste à adopter une approche intégrée

du développement socioéconomique et humain, et de ménager aux défavorisés des possibilités d'accès à l'éducation, à la formation, aux soins de santé, à l'assainissement, au logement, à l'eau potable, à l'alimentation, à la nutrition et à un environnement sécurisant, compte tenu tout particulièrement des besoins des enfants et des filles.

54. Les individus doivent être instruits et dotés de compétences, et avoir des possibilités d'utiliser ces compétences, et les maladies contagieuses comme le VIH/sida et le paludisme doivent être combattues et les services de santé rendus accessibles à tous, sur la base d'une mise en oeuvre appropriée des ressources sanitaires nationales. Les campagnes, initiatives et accords antérieurs dans les domaines de l'éducation et de la santé n'ont eu qu'un impact minime par manque d'encadrement et de ressources; tous les pays doivent donc se demander s'ils n'ont vraiment épargné aucun effort pour remplir leurs obligations internationales.

55. Les objectifs du Millénaire pour le développement fournissent des points de référence et, s'ils sont ambitieux, n'en sont pas moins réalisables. Les pays en développement doivent procéder à des réformes pour améliorer la gouvernance, la mobilisation des ressources, les résultats des activités de développement, l'éducation et la santé. Les pays développés doivent aider les pays pauvres en se comportant comme de véritables partenaires. Ils doivent remplir les engagements pris en matière d'aide publique au développement, offrir des conditions encore plus avantageuses d'allègement de la dette et ouvrir leurs marchés de sorte que les pays en développement, et en particulier les moins avancés d'entre eux, puissent renforcer leur capacité de promouvoir le développement durable et participer au processus de mondialisation. L'intervenant demande en particulier que l'on applique rapidement l'initiative « Tout sauf les armes » adoptée par l'Union européenne, de nature à stimuler l'économie des pays pauvres et à leur permettre d'investir davantage dans le développement humain. L'aide aux pays pauvres est une question d'intérêt bien compris pour les pays riches; en jouant le jeu, ils pourront élargir leurs marchés et promouvoir la paix, la sécurité et la justice pour eux-mêmes et pour la communauté des nations tout entière.

56. Le Gouvernement népalais a fait de son mieux avec des moyens limités pour pourvoir au développement humain, en particulier dans les

domaines de l'éducation et de la santé, mais plus de 50 % de la population sont analphabètes, la mortalité postinfantile demeure élevée, la durée moyenne de vie est encore inférieure à 60 ans et 38 % des habitants vivent dans la pauvreté. Le gouvernement a pour objectif d'éliminer l'analphabétisme, de réduire la mortalité postinfantile, d'allonger l'espérance de vie, de rendre les services de santé de base accessibles pour 90 % de la population et de ramener le taux d'accroissement de la population à 1,5 % et celui de la pauvreté à 10 % à l'horizon 2016/17. Ce sont là des tâches très difficiles pour un pays pauvre qui doit de surcroît défendre la démocratie et la liberté contre la terreur maoïste. Pour atteindre ces objectifs, il aura besoin de l'appui généreux et fiable des partenaires pour le développement du Nord et du Sud.

57. Le Conseil est un outil essentiel pour dégager des consensus sur les grandes questions ayant trait au développement économique et social, favorisant l'adoption de politiques cohérentes, jetant les bases de partenariats efficaces pour le progrès et assurant la synergie et la coordination des activités des Nations Unies en faveur du développement. L'intervenant lui sait donc gré des efforts qu'il déploie pour améliorer sa performance, tout en soulignant que la réforme engagée doit être poursuivie si l'on veut que le Conseil s'acquitte de son mandat, soit à la hauteur des espérances de ses membres et devienne plus pragmatique et fonctionnel, en se donnant les moyens de suivre et d'évaluer l'application de ses résolutions. Pour éviter au Conseil de n'être qu'une simple tribune, le nombre et la nature de ses sessions de fond devraient être dictés par la nécessité, non par des raisons d'opportunité, et il faudrait tirer les conséquences concrètes au niveau des politiques des informations très intéressantes glanées dans le cadre de ses délibérations, par exemple pendant les tables rondes.

58. La communauté internationale a les moyens de changer véritablement la vie des gens ordinaires à travers le monde, mais elle consacre trop d'énergie aux armements, à des modes de vie non viables et à la protection des frontières contre des migrants cherchant à échapper à la pauvreté et au désespoir. Il est grand temps de faire le point et de songer à l'intérêt supérieur de l'ensemble de l'humanité en éliminant la pauvreté et en favorisant la mise en valeur des ressources humaines.

59. **M. Naborro** (Directeur exécutif de l'Organisation mondiale de la santé) rappelle l'importance de

l'investissement dans la population en tant que l'un des éléments essentiels du développement durable et fait observer que la santé détermine l'aptitude des gens à gagner leur vie et à profiter des échanges commerciaux, ce qui contribue à faire reculer la pauvreté et va dans le sens de la prospérité nationale. La Commission macroéconomie et santé et d'autres organes ont analysé l'impact de la mauvaise santé sur l'économie et l'intervenant insiste sur le fait que la maladie et les conflits sont les principales menaces pour la sécurité humaine et l'avenir collectif. On pouvait retirer des avantages immenses en investissant dans la santé de l'individu à un coût relativement bas (un minimum de 34 dollars par personne et par an, ce qui se traduirait par des dépenses supplémentaires d'un montant relativement faible, soit l'équivalent de 0,01 dollar pour 10 dollars de la production des pays riches). Utilisé d'une manière méthodique, ce faible montant pourrait garantir la santé pour tous en focalisant l'attention sur les risques sanitaires le plus fréquemment courus par les pauvres : les maladies contagieuses, les maladies de la mère et de l'enfant, l'insuffisance de la nutrition, la santé en matière de reproduction, les maladies non contagieuses et les environnements nuisibles pour la santé, adaptant les réactions à la situation locale tout en accordant une attention particulière à la dimension féminine.

60. Les gouvernements et les partenaires fournissant une aide au développement sont de plus en plus conscients de l'importance d'investissements bien conçus qui associent la population locale à leur conception et leur mise en oeuvre, définissent des objectifs spécifiques et les stratégies permettant de les atteindre et précisent les calendriers et harmonisent les processus d'exécution. Les investissements dans la santé requièrent un appui des systèmes de santé, qui doivent dans certains cas être reconstitués. On cherche de plus en plus souvent à faire en sorte que les systèmes de santé réalisent des objectifs spécifiques d'une manière équitable et puissent compter sur un investissement de longue durée dans des compétences spécifiques. Cela suppose une bonne capacité de gestion de la part des gouvernements, lesquels doivent à la fois faire preuve d'esprit d'initiative et être fidèles à des alliances viables avec toutes les parties prenantes.

61. Les progrès accomplis doivent être évalués à l'aide d'indicateurs mesurant la qualité et le nombre des services de santé offerts. Les fonds supplémentaires, y compris le financement de l'aide au développement en

faveur des pays pauvres, doivent être affectés et utilisés par le biais d'une conjonction de politiques, d'institutions efficaces et de stratégies reposant sur des données obtenues aux niveaux national et local. La plupart des pays se sont montrés capables d'utiliser tout à fait à bon escient des ressources limitées et, s'ils veulent mobiliser une aide au développement accrue, devraient faire davantage pour démontrer la puissance et l'impact de leurs activités.

62. Dans le cadre des engagements internationaux concernant l'intensification des mesures prises dans le domaine de la santé au cours de la décennie écoulée, les autorités sanitaires, financières et de planification nationales, entre autres, passent en revue les options permettant d'accroître l'investissement dans la santé et l'éducation. Certains États Membres ont demandé à l'OMS et à d'autres organismes des Nations Unies de les aider à créer des commissions macroéconomie et santé nationales; l'OMS focalisera son attention sur l'appui à l'analyse et à la planification nationales. Certaines des tâches principales consisteront à assurer : la présence d'un nombre suffisant d'agents qualifiés; l'accès de tous aux produits essentiels tels que les médicaments; l'existence d'infrastructures physiques suffisantes pour les services de base et les services d'aiguillage ainsi que la promotion de la santé publique; la création de systèmes de gestion capables d'améliorer l'efficacité des soins de santé; et un cadre législatif et réglementaire appuyant les gouvernements et les particuliers cherchant à opérer des choix favorables à la santé.

63. Les organismes d'aide se concentrent de plus en plus sur les mesures efficaces à prendre en faveur de la santé. Les donateurs harmonisent leurs processus, invitant à notifier de façon régulière, exacte et normalisée les réalisations et les politiques et programmes d'appui conçus de concert avec les autorités nationales. Cette convergence des politiques et l'accent ainsi mis sur l'évaluation des résultats ont ouvert la voie à la constitution d'alliances plus larges au service de la santé entre les gouvernements, les organismes d'aide au développement, les organisations non gouvernementales et les entités privées. Non contents d'appuyer des projets et des programmes, ils s'attachent à appuyer des mouvements populaires, multisectoriels et participatifs en faveur de la santé et de l'investissement, notamment dans les domaines suivants: vaccination des enfants, paludisme, tuberculose, VIH/sida et soins aux personnes infectées

par le virus, modes de vie plus sains sans tabac, reposant sur un régime alimentaire sain et l'activité physique, lutte contre la maladie du sommeil, amélioration des soins apportés aux malades mentaux et amélioration de la santé génésique.

64. Pour beaucoup de pays, les étapes ultérieures pourraient être notamment les suivantes : organisation aux niveaux national et régional d'un débat sur les moyens d'améliorer la santé des pauvres; initiatives macroéconomie et santé au niveau de chaque pays, notamment dans le cadre de commissions nationales ouvertes à tout un éventail de parties; une approche adaptée aux besoins du pays et à sa capacité d'intervention; approches multisectorielles et factuelles visant à garantir une meilleure santé pour tous associant des acteurs de la société civile et du secteur privé, appuyés par l'État; alliances forgées autour d'objectifs internationaux, tels que les objectifs du Millénaire pour le développement, s'appuyant sur les recommandations de la Commission macroéconomie et santé et sur les stratégies de réduction de la pauvreté; et enregistrement et évaluation technique réguliers des indicateurs de la santé et de la performance des systèmes de santé. Si elles sont suivies, ces étapes devraient déboucher sur la mobilisation de ressources supplémentaires, leur utilisation judicieuse et la progression rapide vers la réalisation de l'objectif essentiel de la santé pour tous au plus tard en 2015.

*La séance est levée à 18 h 25.*